



République Française  
Département du Nord

**Ville de Marly**

Service :  
DIRECTION DES SERVICES  
TECHNIQUES  
JNV/CPT/MM/AA  
N°AR-2023-177

## ARRETÉ DU MAIRE

**Objet : Arrêté non permanent d'interdiction de stationnement au droit du 65 avenue des Lilas**

**Nous, Maire de Marly,**

**Vu** la loi N°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,

**Vu** le Code de Sécurité Intérieure, notamment en son article L.511.1,

**Vu**, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2211-1 à L.2213-6 et L.2542-2 à L.2542-10,

**Vu**, le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R110-2, R.110-3, R.411-5, R.411-8, R.417-6, R417-10 et L325-1 à L325-13,

**Vu**, le Code Pénal, notamment en son article R.610-5,

**Vu**, l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'Arrêté Interministériel du 26 juillet 1974 modifiée et complétée,

**Vu** l'arrêté municipal n°AR-2023-178 portant permis de stationnement pour l'implantation d'un échafaudage au droit du 65 avenue des Lilas – 59770 MARLY.

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer l'occupation du domaine public pour la mise en place d'un échafaudage, 65 avenue des Lilas - 59770 MARLY, du 23 au 29 juin 2023, pour des travaux de rénovation de toiture et chéneau, suivant la demande de M. DELFORGE et Mme CARRENCOTTE – 65 avenue des Lilas – 59770 MARLY.

## ARRÊTIONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : le stationnement des véhicules de tous genres est interdit sur l'emplacement de stationnement au droit du 65 avenue des Lilas, du 23 au 29 juin 2023 pour l'implantation d'un échafaudage.

**ARTICLE 2** : Des panneaux BK6a1 réglementant cette interdiction seront mis en place, 4 jours avant le début des travaux, par la Ville de Marly.

La signalisation temporaire modifiant le stationnement des véhicules sera mise en place de façon très apparente, conformément à la législation en vigueur, notamment l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière. (Livre 1 -8ème partie : signalisation temporaire).

**ARTICLE 3** : Le bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du Domaine Public s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires à la sécurité des piétons et usagers de la route. Les piétons seront invités à emprunter le trottoir opposé. Cette restriction sera matérialisée par la

pose de panneaux de type JH.

**ARTICLE 4 :** La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée. La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment.

**ARTICLE 5 :** Toute infraction au présent arrêté sera sanctionnée, le ou les véhicules contrevenants aux présentes dispositions, considérés comme gênant seront verbalisés et leurs véhicules seront mis en fourrière aux frais du propriétaire conformément au Code de la Route.

**ARTICLE 6 :** Les dispositions des articles précédents ne s'appliquent pas aux véhicules de police, de gendarmerie, de secours et lutte contre l'incendie.

**ARTICLE 7 :** le présent arrêté pourra faire l'objet de contestation auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 8 :** L'ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Valenciennes,
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire-Chef de District de Valenciennes,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale de Marly,
- Monsieur le Chef de Centre d'Incendie et de Secours de Valenciennes,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Marly,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la Ville de Marly,
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du district de Valenciennes,
- Monsieur le Commandant chef du corps des Sapeurs-pompiers de Valenciennes,
- Valenciennes Métropole, SUEZ RV Valenciennes,
- Société TECHNI FACADES.

Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marly, le 09/06/2023

Pour le Maire  
Le Maire délégué  
Cécile PLATEEL-THUIN



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu  
De sa réception en Sous-Préfecture le .....  
Et de la publication le 19/06/2023